

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/ICIA-pour-destabiliser-l-Amerique-Latine>

ICIA pour destabiliser l'Amérique Latine

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 7 mai 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ICIA est un sigle qui pourrait synthétiser l'offensive actuelle des secteurs les plus conservateurs de la société sudaméricaine. Il condenserait les étendards supposés « d'une lutte » des classes privilégiées, historiquement privilégiées, contre les avancées progressistes et démocratisantes promues surtout par les gouvernements d'Hugo Chávez, de Cristina Kirchner, d'Evo Morales et de Rafael Correa.

Les petits étendards de l'ICIA (« Inflation », « Corruption », « Insécurité » et « Autoritarisme ») forment le quadrilatère réactionnaire, oligarchique et droitier qui oriente les discours et les actions d'une partie de l'opposition de la région. On doit attirer l'attention sur le fait que le degré de « sensibilité » de ces quatre variables a une relation forte avec deux agents principaux :

- **1)** les grands conglomérats industriels, financiers et commerciaux, contrôlés justement par les classes privilégiées et le capital étranger ; et
- **2)** les médias hégémoniques, qui sont aussi sous l'intervention des élites locales et des multinationales.

On remarque que chacun de ces deux agents ont influencé de façon décisive la plus ou moins grande « gravité » de ces quatre problèmes. Les premiers, les groupes économiques, au fur et à mesure qu'ils contrôlent de vastes parts de marchés, tiennent un rôle crucial dans la détermination des prix des produits en bout de chaîne. En plus de cela, par le biais de l'accaparement et de la spéculation, ils peuvent générer le désapprovisionnement des biens, la pénurie et l'augmentation des prix qui en découle. Ceci fut la dite « recette pour le chaos » qui a aidé à démolir le gouvernement de Salvador Allende en 1973. L'absence de produits dans les gondoles de supermarchés et l'accroissement des prix de biens basiques comme le lait, le sucre, le riz et la farine, ont généré des degrés d'insatisfaction sociale et la diminution de la popularité du gouvernement. C'est ce qui se trame, à des degrés relativement différents, au Venezuela, en Bolivie, en Équateur et en Argentine.

D'un autre côté, et de façon complémentaire, ces mêmes éléments destabilisateurs résistent aux contrôles publics qui essaient d'agir contre leurs postures criminelles. Les grands conglomérats économiques accusent les gouvernements interventionnistes d'être autoritaires, des adeptes de Hitler et de Mussolini. Ils se jettent contre l'action de l'État sur les taxes sur les profits, les taux d'intérêt, les taux de change, l'accès aux dollars et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Leur argument central est le supposé « libre marché », qui est en vérité un rideau de protection pour la liberté de manoeuvre de puissants groupes économiques.

La planification gouvernementale est traitée comme un « intervenant exagéré », un retour au « populisme irresponsable » ou, même, une « dictature castro-chaviste-communiste ». Sont déprimantes l'ignorance, la méconnaissance, et la culture de la haine présentes dans ces marches et *cacerolazos* des secteurs de l'opposition. Tout fait penser aux *momies* chiliennes qui ont célébré l'arrivée d'Augusto Pinochet. Ils utilisent des concepts de façon primaire, en composant des salades incompréhensibles avec des termes déterrés de la Guerre Froide contre la « menace rouge » et les « guérilleros marxistes ». Le refrain est le quatuor ICIA.

Ceux qui manient un peu mieux les concepts supposent que retourner au national-développementisme des années trente, quarante et cinquante du siècle dernier est une très grave erreur. Cependant, au lieu de cela, ils proposent d'aller encore plus en arrière. Ils cherchent chez le vieux libéralisme que le maître Adam Smith a si bien présenté, il y a 250 ans. Il est connu que l'établissement d'un monde libéral, qu'un jour a pu faire partie des rêves d'hommes honnêtes, s'est, depuis David Ricardo, transformée en proposition malfaisante, en théorie hypocrite, pour l'unique bénéfice des plus grands et des plus forts. L'Allemand Friedrich List s'est rendu compte de cela et l'a dénoncé il y a 170 ans. Depuis cette époque même pas un perroquet ne le croit pas.

En même temps, les puissants monopoles de désinformation et d'aliénation des masses, contrôlés par deux ou trois familles de nos pays, sont aussi devenus les caisses de résonance de la « corruption » et de l'« insécurité ». De

cette façon, les quatre roues du carrosse de l'opposition deviennent des vérités, des preuves, des plaintes. Dans une action orchestrée, ils imposent l'ICIA. C'est pourquoi, les médias oui sont autoritaires et torpillent la liberté d'expression. Ils se sont auto-appelés les défenseurs de la liberté individuelle, les gardiens de la justice et des droits citoyens. Ces mêmes médias hégémoniques sont ceux-là qui sont nés, qui ont été créés et qui se sont tus pendant les dictatures militaires.

En répondant nettement à leurs intérêts économiques inavouables, ils dénoncent l'existence d'une « *inflation galopante* », la « *plus grande corruption de l'histoire* », « *l'autoritarisme croissant* » et « *l'insécurité insupportable* ». C'est la formule pour le chaos du XXIe siècle, une petite-fille du mariage entre des monopoles économiques et des monopoles de la communication. C'est ce qui est vu, avec des nuances différentes, principalement en Argentine, au Venezuela, en Bolivie et en Équateur. Au Brésil, cette campagne médiatique a été aperçue de façon très claire contre l'ex-président Lula. Les hésitations et les concessions croissantes du gouvernement de Dilma Rousseff aux grands groupes économiques nationaux et internationaux, maintiennent une apparente paix, seulement cassée par les pamphlets porte-parole de Washington qui circulent dans nos kiosques.

Enfin, c'est fondamental que nous nous demandons jusqu'à quel point un gouvernement peut contrôler les niveaux d'inflation, d'insécurité et de corruption dans des économies si concentrées et avec une présence si importante des multinationales étrangères. Avec l'accaparement et la spéculation on génère de l'inflation et une croissance des taux d'intérêt, comme façon d'enrichir le système financier. Avec des actions terroristes et conspiratrices, avec des playboys brûlant des pneus et roulant armés, la violence augmente et avec, les degrés d'insécurité jusqu'à des niveaux « *intolérables* ». Avec des shows de plaintes et un pilonnage TV, radio, magazines et journaux présentent un climat de « *corruption répandue* » comme « *jamais vu* ». Et toute action de l'État pour faire face à l'inflation, à l'insécurité et à la corruption est appelée autoritarisme par les grands medias.

Par conséquent, on doit se demander jusqu'à ce quel point les niveaux de mesure de ces quatre variables répondent à l'influence des médias. Et jusqu'à ce quel point la perception des gens au sujet de ces quatre problèmes est dirigée par les monopoles médiatiques. De notre point de vue, la réponse mène à une conclusion : il n'y a pas de façon d'avancer dans des processus progressistes, populaires et démocratisants sans l'implosion et l'extermination de ces deux types de monopoles privés. Parce que, bien que cette combinaison de quatre facteurs que nous nommons ICIA soit éthérée, gazeuse et superficielle, elle a imposé des difficultés et généré des freins considérables aux processus d'avancée.

La destruction de ces monopoles privés, économiques et médiatiques, est indispensable et génère une frayeur dans les élites et le capital étranger. Pour cette raison on critique de façon si forte toute tentative de développement du contrôle du pouvoir public, de l'État, sur ces deux structures. Plus vite les gouvernements progressistes s'apercevront de la gravité de cette situation et plus vite ils mettront en place des actions démocratisantes, plus grandes seront ses chances de succès. D'un autre côté, continuer à financer ces monopoles avec d'immenses et croissantes sommes d'argent public, en plus d'être un crime de trahison nationale, peut être considéré comme se tirer une balle dans le pied.

Luciano Wexell Severo pour El Correo

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 7 mai 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative](#)

Post-scriptum :

* **Luciano Wexell Severo.** Économiste brésilien formé à l'Université Pontificia Católica de São Paulo (PUC/SP), Severo est titulaire d'un Master et doctorant d'Économie Politique Internationale (PEPI) de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), chercheur de l'Institut de recherche Économique Appliquée (IPEA) au Brésil et professeur invité de l'Université Fédérale de l'Intégration Latino-Américaine (UNILA). Entre 2004 et 2005, fut consultant de la Banque du Commerce Extérieur du Venezuela (Bancoex), puis, de 2005 a 2007, conseiller du Ministère des Industries Basiques de Minerai du Venezuela (Mibam). Entre 2008 et 2012, il a exercé les fonctions de Directeur Exécutif de La Chambre de Commerce et d'Industrie Brésil-Venezuela à Rio de Janeiro.